

Recherches sociographiques



Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*

Jean Hamelin

Volume 21, numéro 1-2, 1980

La Nation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055878ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055878ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hamelin, J. (1980). Compte rendu de [Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*]. *Recherches sociographiques*, 21(1-2), 189–190. <https://doi.org/10.7202/055878ar>

Marcel FOURNIER, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Albert Saint-Martin, 1979, 165p.

Ce livre est tout à la fois la chronique de la naissance et du développement du mouvement communiste au Québec et une réflexion sociologique sur les conditions favorables à l'émergence d'un parti politique révolutionnaire et à la mobilisation des masses dans le contexte canadien. Programme vaste et ambitieux si l'on tient compte de l'état actuel de l'historiographie et de l'absence de fonds archivistiques organiques sur la question. L'auteur a contourné la difficulté en rapaillant dans les imprimés de l'époque (périodiques, mémoires, documents officiels) des informations dites objectives sur l'évolution du mouvement et en recueillant des témoignages de vieux militants sur lesquels, hélas, il ne nous fournit aucune indication (nombre, âge, occupation, position au sein du mouvement communiste). Le recours aux témoignages des acteurs procède aussi d'une intention de présenter une version aussi complète que possible de l'histoire du mouvement communiste qui serait « indissociablement, analyse et témoignage, interrogation du mouvement et respect de ceux qui l'ont fait ».

L'auteur a coulé les résultats de sa recherche dans un plan thématique mal dégagé de la chronologie : 1. les premières adhésions ; 2. luttes politiques, clandestinité et répression ; 3. la défense des intérêts immédiats ; 4. la guerre et la question nationale. Le plan thématique, dit-on, a le mérite d'introduire une plus grande intelligibilité. Peut-être. Mais il est aussi source de répétitions et parfois de confusion, si on n'y prend garde. Dans ce cas-ci, la datation des faits manque de rigueur, des événements sont racontés à plus d'une reprise, des institutions et des personnages surgissent à l'improviste dans le récit sans être présentés (exemple : Georges Dubois, que l'auteur met en scène au premier chapitre, n'est présenté au lecteur que dans le deuxième), les événements et les éléments de conjoncture constitutifs d'une temporalité décennale sont dissociés, éclatés en fonction des thèmes, obligeant le lecteur qui veut en comprendre toute la portée à reconstituer parfois le récit sur une base chronologique. L'un ou l'autre plan faisait problème mais on regrette que l'auteur n'ait pas utilisé toutes les ressources de l'art pour pallier les inconvénients du plan thématique. Plus regrettables encore : les dizaines de coquilles qui agressent le lecteur tout au long du texte et nécessitent parfois une relecture de la phrase.

Ces déficiences donnent un caractère d'inachèvement à une étude qui, pourtant, possède beaucoup de qualités. Je relève la richesse de l'information, le souci d'enchaîner l'événement dans une structure ou un ensemble qui lui confère un sens ou une signification, la finesse de l'analyse, l'ouverture de la problématique qui laisse place à la discussion et à d'autres hypothèses, enfin la sérénité du ton. Ces qualités font de *Communisme et anticommunisme* un ouvrage enrichissant qu'on se doit de lire et de méditer. La thèse de l'auteur tient en quelques propositions. L'échec du P.C. à mobiliser les masses québécoises ou à s'affirmer comme une force politique majeure entre 1920 et 1950 ne saurait s'expliquer surtout par des erreurs tactiques ou une lecture erronée de la situation. Si l'état de dépendance de l'économie québécoise constituait une condition propice à l'implantation d'un P.C., en revanche en aucun moment celui-ci n'a bénéficié d'une conjoncture totalement favorable : la domination idéologique du clergé et le conservatisme des milieux syndicaux l'ont empêché de tirer tout le parti possible de la longue dépression des années 1930 ; à l'inverse, « l'élévation du niveau de vie et de l'accès à la consommation de larges fractions de la classe ouvrière » l'ont empêché de profiter de l'affaiblissement du pouvoir des clercs et de leur idéologie après la Seconde Guerre mondiale. En dernière analyse, les insuccès du P.C. trouveraient leur explication dans trois traits spécifiques de la formation sociale québécoise : sa structure politique, sa structure sociale, la position et la fonction des intellectuels.

Brillamment développée en conclusion, cette thèse me laisse cependant sur mon appétit. Trop d'inconnues subsistent encore pour que j'y adhère complètement. En premier lieu, on ne peut minimiser les erreurs humaines sous prétexte de ne pas vouloir sombrer dans l'idéalisme. Des erreurs humaines peuvent être déterminantes dans les insuccès d'un mouvement socio-politique : pas de mouvement sans terreau pour s'enraciner, bien sûr ; mais un terreau mal ensemencé peut

demeurer improductif. Pour ma part, je crois que l'intolérance à l'égard du phénomène religieux, la servilité à l'égard de Moscou, les inutiles provocations à l'égard de la population catholique, le refus du nationalisme canadien-français ont pesé lourd, très lourd, dans le destin du P.C., en le rendant un corps étranger inassimilable par le corps social québécois. L'auteur cite d'ailleurs cette phrase de Laurendeau: « Pouragan aurait pu être socialiste ». C'est précisément quand le P.C. met une sourdine à ces éléments inassimilables que régresse le phénomène de rejet et qu'il recrute des membres et des sympathisants. Si une minutieuse analyse de ces éléments n'avait point modifié la thèse du livre, elle aurait eu le mérite de nous faire mieux comprendre la vivacité, l'ampleur et la vigueur de la réaction anticommuniste que l'auteur se contente de décrire de l'extérieur, avec les yeux de ceux qui en ont été victimes. Cette réaction, il eut fallu l'analyser davantage de l'intérieur, à partir des sources catholiques et gouvernementales. Chemin faisant, l'auteur aurait enrichi son information sur le P.C. car l'Église et l'État avaient des informateurs bien renseignés. Il aurait peut-être pu recueillir des données précises et continues sur le *membership* et les sympathisants du P.C., de même que sur les associations qu'il contrôlait. La pauvreté des données quantitatives, tant sur le P.C. que sur certains aspects de la conjoncture économique, constitue une autre lacune qui affaiblit les conclusions de l'auteur. Ainsi il importerait de savoir avec plus de précision dans quelle mesure le niveau de vie et la consommation se sont élevés entre 1940 et 1950, quelles sont « ces larges fractions de la classe ouvrière » qui en ont bénéficié, dans quelles catégories de travailleurs le P.C. recrutait ses membres et ses sympathisants durant les diverses phases de son développement, etc.

Les sources catholiques, jointes aux sources gouvernementales, pourraient être éclairantes sur ces questions et sur bien d'autres, tout comme elles révéleraient peut-être que c'est une illusion de croire que, déjà entre 1940 et 1950, les « obstacles idéologiques » au P.C. disparaissent, du fait d'une sécularisation progressive de la société.

En publiant cet ouvrage, l'auteur n'avait pas la prétention de vider une question, mais de bien poser un problème et d'y apporter une réponse plausible, quitte à ce que d'autres continuent sur sa lancée. En ce sens, *Communisme et anticommunisme au Québec*, parce qu'il incite à la recherche et à la réflexion, est un volume réussi.

Jean HAMELIN

Département d'histoire,
Université Laval.

Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1979, 660p.

Il y a douze ans, Jean-Pierre Wallot prédisait la « perte » de toute une génération d'historiens, nécessairement « perdue » dans les études particulières, avant qu'on n'ait une synthèse de l'histoire québécoise contemporaine. Est-ce que René Durocher ou Paul-André Linteau étaient là, au casse-croûte de l'Université de Montréal? Je ne m'en souviens pas. Est-ce qu'ils connaissaient déjà Jean-Claude Robert? Effectivement, nous nous sommes « perdus » chacun dans la production de monographies, en forme de thèse, d'article ou de livre, sur les aspects particuliers de l'histoire du Québec. Et tant de nos collègues s'y sont également mis à l'œuvre qu'en moins de douze ans — moins de la moitié d'une génération « normale » — nous nous sommes retrouvés dans les orientations bibliographiques de la synthèse faite par trois des « perdus », qui se sont trouvés, encore jeunes et très téméraires, avec une *Histoire du Québec contemporain*. Ils ont même pu profiter d'un éditeur qui sait travailler sur les manuscrits où l'encre n'est pas encore sèche, ce qui excuse les quinze erreurs typographiques ou autres dénichées dans 660 pages, toutes négligeables (sauf celle à propos du Règlement 17 qui est complètement faussé), mais qui méritent d'être corrigées avant les prochaines impressions que ce volume connaîtra. Ainsi ont-ils livré aux étudiants, aux professeurs et au grand public, une œuvre magnifique.